

Finances des collectivités territoriales Diminution de l'épargne brute des communes et départements

En 2014, le niveau d'épargne brute des collectivités de la région¹ est globalement en recul et l'effort d'investissement des communes a ralenti. Les départements picards sont touchés par la progression des dépenses d'aide sociale. Toutefois, leurs dépenses d'investissement repartent à la hausse en 2014.

Géraldine Jeannin, Direction Régionale des Finances Publiques

Entre 2012 et 2014, le montant d'épargne brute (la capacité d'autofinancement ou CAF) déagée par les départements picards s'est contracté (-5,8 %). Cette évolution s'explique par une hausse de leurs charges de fonctionnement réelles plus rapide que leurs produits. En 2014, la CAF par habitant reste inférieure à la moyenne des départements comparables².

Hausse des produits de fonctionnement des départements

Entre 2012 et 2014, les produits de fonctionnement réels ont augmenté de 2,1 %, en raison notamment de la hausse globale des produits de la fiscalité (+6 %). Ils sont supérieurs à la moyenne². Les départements tirent toujours leur principale ressource des impôts directs locaux. Les dotations et participations, composées à 64 % de la dotation globale de fonctionnement (DGF) sont quant à elles en baisse (-2 %). Elles sont désormais conformes à la moyenne.

Le montant des aides à la personne a fortement progressé

Sur la même période, les charges de fonctionnement réelles ont progressé de 3 %. En 2014, leur montant, rapporté au nombre d'habitants est supérieur à la moyenne². Les charges de personnel et les charges financières ont ainsi augmenté régulièrement depuis 2012 (respectivement 5,9 % et 7,8 %). Les achats et charges externes, malgré leur repli sont restés supérieurs à la moyenne².

Les dépenses d'aide sociale ont représenté en 2014 près de la moitié des charges de fonctionnement réelles des départements. Le montant des aides à la personne, bien qu'inférieur à la moyenne² a fortement progressé depuis 2012 (+9,3 %). Cette évolution s'explique principalement par la forte augmentation (+19,5 %) des sommes versées au titre du revenu de solidarité active (RSA). Dans le même temps, les

prestations de compensation du handicap (PCH) et l'aide personnalisée à l'autonomie (APA) ont progressé dans une moindre proportion (+2,5 %).

Une reprise des investissements

Les dépenses d'équipement des départements picards sont reparties à la hausse en 2014 (+27,4 %). Elles ont par ailleurs été plus élevées qu'en moyenne (123 €/hab. contre 96 €/hab.). Le montant des subventions d'investissement versées est quant à lui plutôt stable sur la période (+0,8 % entre 2012 et 2014).

L'endettement des départements poursuit son accroissement

Malgré un net recul du montant des emprunts annuellement souscrits depuis 2012 (-27,9 %), l'endettement des départements picards poursuit son accroissement. En hausse de 6,7 %, leur encours de dettes au 31 décembre 2014 s'est établi à 1 131 M€. Rapporté au nombre d'habitant, son montant est globalement supérieur à la moyenne : 590 €/hab. contre 506 €/hab. En 2014, 6,5 années de leur CAF cumulée seraient nécessaires aux départements pour éteindre leur dette.

Une CAF en net recul dans les communes de moins de 10 000 habitants

Depuis 2012, la CAF par habitant des communes de Picardie s'est globalement repliée de 16 %, sous l'effet conjugué d'une baisse de leurs produits de fonctionnement et d'une hausse de leurs charges. Toutefois, ce constat doit être nuancé en fonction de la taille de la collectivité. En effet, entre 2012 et 2014, la CAF par habitant s'est fortement réduite pour les communes de moins de 10 000 habitants, tandis que celle des communes plus importantes a progressé de 3 %.

Les produits de fonctionnement réels ramenés par habitant ont progressé de 8 % sur trois ans pour les communes de plus de 10 000 habitants tandis qu'ils baissent pour les moins de 10 000 habitants. Le produit par habitant des impôts locaux a davantage

augmenté dans les communes de plus de 10 000 habitants (+5 %) que dans les plus petites (+2 %). Enfin, la baisse des dotations et participations est générale mais elle est plus marquée pour les communes les plus petites (-8 % contre -4 % pour celles de plus de 10 000 habitants).

Depuis 2012, les charges de fonctionnement réelles par habitant sont orientées à la hausse, celles-ci sont toutefois plus prononcées dans les communes de plus de 10 000 habitants où les charges de personnel ont fortement progressé (+16 %).

Les dépenses relatives aux achats et charges externes sont plutôt bien maîtrisées : le montant par habitant est en nette diminution dans les communes de plus de 10 000 habitants et relativement stable dans les autres. Enfin, depuis 2012, les charges financières des communes de la région sont globalement en baisse.

Un ralentissement des investissements communaux

Sur la période, les dépenses d'équipement par habitant des communes de la région sont globalement en baisse (-8 %). Le phénomène est même accentué pour les communes de plus de 10 000 habitants qui ont réduit leurs dépenses de 14 % depuis 2012.

Un endettement des communes en baisse

Les communes de la région contiennent leur recours à l'emprunt. Les montants par habitant souscrits en 2014 sont inférieurs à ceux mobilisés en 2012 (48 €/hab. contre 70 €/hab.). En 2014, l'endettement par habitant des communes picardes s'est replié, après s'être accru en 2012 et 2013.

¹ La situation financière du conseil régional n'est pas abordée dans cette étude.

² Les données cumulées des trois départements picards, exprimées en euros par habitant font l'objet de comparaisons avec les moyennes de la strate nationale de référence : les départements dont la population se situe entre 500 000 et 999 999 habitants.

Pour en savoir plus

www.collectivites-locales.gouv.fr/finances-locales

1 Endettement des communes de Picardie

	2012 en €/hab	2013 en €/hab	2014 en €/hab
Encours de dette	580	583	558
Annuité de la dette	77	88	81

Source : DGFIP

2 Données financières 2014 consolidées des départements de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme

	2014 en millions d'euros	variation 2012/2014	2014 en euros par habitant	2014 moyenne de la strate en euros par habitant*
FONCTIONNEMENT				
Produits réels dont	1 896,7	2,1%	989	983
Impôts directs	624,9	4,8%	326	286
Fiscalité reversée	70,6	75,0%	37	29
Autres impositions	594,7	2,5%	310	339
Dotations et participations	565,3	-2,0%	295	294
Charges réelles dont	1 723,2	3,0%	898	880
Charges de personnel	363,2	5,9%	189	180
Achats et charges externes	230,2	-0,6%	120	90
Subventions et contingents	989,2	-6,2%	516	591
...Charges financières	38,4	7,8%	20	15
Capacité d'autofinancement brute	173,6	-5,8%	90	103
INVESTISSEMENT				
Recettes réelles dont	505,8	-20,5%	264	318
fonds de compensation de laTVA	24,8	-9,8%	13	13
subventions d'équipement reçues	66,2	31,7%	35	27
emprunts souscrits	123,8	-27,9%	65	55
Dépenses réelles dont	514,9	-7,9%	268	294
dépenses d'équipement directes	235,5	27,4%	123	96
subventions d'équipement versées	125,9	0,8%	66	68
remboursement en capital des emprunts	91,8	-12,5%	48	46
ENCOURS DE DETTE	1 131,2	7,0%	590	506

*Les données cumulées des trois départements picards, exprimées en euros par habitant font l'objet de comparaisons avec les moyennes de la strate nationale de référence : les départements dont la population se situe entre 500 000 et 999 999 habitants.

Source : DGFIP

3 Données financières 2014 des communes de Picardie

	Communes de moins de 10 000 habitants (2 221)		Communes de plus de 10 000 habitants (17)	
	2014 en euros par habitant	variation 2012/2014	2014 en euros par habitant	variation 2012/2014
Produits réels dont	767	-3%	1 357	8%
Impôts locaux	349	2%	544	5%
Fiscalité reversée des GFP*	40	5%	239	61%
Autres impôts et taxes	35	-13%	49	-11%
Dotations et participations	248	-8%	401	-4%
Charges réelles dont	640	2%	1 237	9%
Charges de personnel	265	4%	687	16%
Achats et charges externes	199	1%	282	-6%
Charges financières	17	-6%	31	0%
Contingents	58	4%	35	30%
Subventions versées	27	-7%	100	15%
Capacité d'autofinancement brute	127	-22%	120	3%

*GFP : Groupements à Fiscalité Propre

Source : DGFIP

4 Subventions de fonctionnement versées et contingents des départements de l'Aisne, de l'Oise et de la Somme

	2012 en milliers d'euros	2013 en milliers d'euros	2014 en milliers d'euros	variation 2012/2014	2014 en euros par habitant	2014 moyenne de la strate en euros par habitant
Subventions et contingents dont...	1 055,1	1 065,8	989,2	-6,2%	516	591
Contributions obligatoires et participations	155,4	149,9	151,7	7,8%	79	86
Subventions	61,2	61,5	61,8	1,0%	32	39
Frais de séjour et d'hébergement	342,4	337,5	331,6	-3,1%	173	175
Aides à la personne	475,4	492,2	519,5	9,3%	271	280
Prestation de compension du handicap (PCH)	42,3	43,3	45,6	7,8%	24	24
Aide personnalisée à l'autonomie (APA)	155,1	156,2	156,8	1,1%	82	88
Revenu de solidarité active (RSA)	235,7	253,7	281,6	19,5%	147	148

Source : DGFIP